

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 03/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Gravidal

Aspenkopf

67930 Beinheim

AIOT : 000670165 et 0006700009

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement Gravidal implanté lieu-dit Aspenkopf 67930 Beinheim . L'inspection a été annoncée le 01/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Gravidal
- lieu-dit Aspenkopf 67930 Beinheim
- Codes AIOT : 000670165 et 0006700009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Historiquement, il a été accordé deux autorisations d'exploiter aux sociétés KRIEGER (partie nord du plan d'eau) et GRAVIDAL (partie sud du plan d'eau), avec deux périmètres d'exploitation distincts. Un périmètre est situé sur la commune de Seltz et l'autre sur les communes de Beinheim et Seltz. Les deux périmètres concernent le même plan d'eau. En 2009, l'autorisation d'exploiter accordée à la société KRIEGER a été transférée à la société GRAVIDAL (filiale de la société KRIEGER basée en Allemagne).

L'extraction et le traitement des matériaux se font sur des barges flottantes, qui sont déplacées d'un périmètre d'exploitation à l'autre. L'exploitation se fait alternativement sur les communes de Seltz

et de Beinheim, selon un cycle de 5 ans. L'exploitation est actuellement en cours sur la partie nord (Seltz) et pour encore 4 ans. Il n'y a aucune installation à terre. Les berges sont naturellement végétalisées.

L'exploitation de la partie nord du plan d'eau, située sur les communes de Beinheim et de Seltz, est encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/11/2009, dont l'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 22/12/2027. (code AIOT : 000670165).

L'exploitation de la partie sud du plan d'eau, située sur la commune de Beinheim, est encadrée par l'arrêté préfectoral du 10/03/2004, dont l'autorisation d'exploiter est accordée pour 20 ans, soit jusqu'en mars 2024 (code AIOT : 0006700009).

Un cas par cas a été déposé par l'exploitant en septembre 2020, en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploitation sur l'ensemble du plan d'eau. La durée d'autorisation sollicitée est de 25 ans. L'exploitant souhaite un arrêté unique. Il ne prévoit pas d'augmentation de capacité d'extraction. La procédure n'est pas encore connue, elle dépendra des conclusions du cas par cas et des études environnementales, (notamment faune/flore), en cours.

Les constats de cette inspection portent sur l'ensemble du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Préservation des eaux de surface et des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
3	Evacuation des eaux sanitaires	Arrêté Préfectoral du 03/11/2009 annexe I, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/11/2009 annexe I, article 15	/	Sans objet
2	Registre de remblaiement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2022 article 2	/	Sans objet
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/11/2009 annexe I, article 25	/	Sans objet
5	Héronnière	Arrêté Préfectoral du 03/11/2009 annexe I, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2.3.1 Non-conformités

Une non-conformité est constatée sur le site, elle concerne le rejet des eaux usées domestiques.

Les plans d'exploitation ne sont pas complets mais leur interprétation n'est pas remise en cause. Ils devront être complétés lors de la prochaine mise à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2009 – annexe I, article 15
Thème(: Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : " Le plan est mis à jour, suivant les éléments visés à l'article 14, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent, et sert de base de calcul des surfaces de la carrière, des cubatures de matériaux déjà extraits et des réserves encore exploitables, à l'exception des courbes bathymétriques et des profils, qui sont mis à jour au moins tous les deux ans. " Le plan d'exploitation est conservé sur le site et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation. Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 14, en particulier les courbes bathymétriques et les profils annexés, est communiqué à l'inspecteur des installations classées tous les deux ans.
Constats : L'exploitant présente les deux plans d'exploitation au 1/2000 ^e , un pour la partie nord, l'autre pour le sud de l'exploitation. Ils comprennent les courbes bathymétriques et sont accompagnés des profils annexés, au nombre de 10 par plan. En l'absence d'une légende dédiée, le repérage des profils sur les plans au 1/2000 ^e n'est pas aisé. Cela peut être préjudiciable au suivi de l'exploitation. Si le plan comporte les principaux éléments visés à l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 03/11/2009 (dates des levées, périmètre d'exploitation et abords, dénomination des parcelles cadastrales bords de fouille, limites de sécurités, courbes bathymétriques, position d'ouvrages ou équipements fixes, zones exploitées, zones remblayées, piézomètres ...), certaines informations ne transparaissent pas immédiatement : - emplacement du bornage, - limites de phases d'exploitation et de remise en état pour le calcul des garanties financières, - voies d'accès ... Le plan comporte une légende sommaire. Il convient de la compléter en prenant en compte les observations ci-dessus.
Observations : Le plan d'exploitation est un élément indispensable au suivi de l'exploitation. Le respect des prescriptions relatives au contenu de ce plan constitue un socle minimal. Bien que les éléments manquants ne remettent pas en cause son interprétation, il n'est pas conforme à la prescription précitée et nécessite d'être complété. S'agissant d'une non-conformité d'ordre documentaire, il n'est pas proposé de suite administrative dans l'immédiat. La légende du prochain plan devra toutefois être complétée de façon à présenter de façon exhaustive les éléments figurant sur le plan.
Type de suites proposées : sans suites
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Registre de remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2022 – article 2
Thème : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : «Les dispositions des trois premiers alinéas de l'article 16 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2004 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes : « Tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site est interdit, à l'exception du remblayage avec les matériaux issus des chantiers suivants : <ul style="list-style-type: none">• le projet de création du chenal de la prise d'eau sur le Rhin située au sud-est de la gravière, objet du porter à connaissance déposé le 26 avril 2022 ;• le projet de restauration de la boucle de la Sauer, objet du porter à connaissance déposé le 26 avril 2022. La zone à vocation écologique en partie sud de la darse s'étend sur environ 13 ha. Les seuls matériaux autorisés pour ce remblayage sont : <ul style="list-style-type: none">• les matériaux fins issus du traitement des eaux résiduaires sur la drague-usine correspondant aux graves argileuses et silteuses analysées dans le cadre de l'étude EEG SIMECSOL n° 712030021E du 25/11/03, complétée le 10/02/04, relative à la stabilité des berges et aux conditions de remblaiement de la darse ;• les déblais issus du projet de création du chenal de la prise d'eau sur le Rhin, dont le volume est estimé à 20 000 m³ ;• les déblais issus du projet de restauration de la boucle de la Sauer, dont le volume est estimé à 10 000 m³. Le remblayage en eau avec les déblais issus des deux projets extérieurs susmentionnés est autorisé dans le cadre de l'aménagement d'une zone à vocation écologique en partie sud de la darse, jusqu'à la cote 111,7 m NGF sur environ 1,15 ha. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés le nom du chantier, la date de réception et les quantités remblayées. »"
Constats : L'exploitant ne tient pas à jour de registre du remblaiement. Situées hors du périmètre d'exploitation, les opérations de remblais prévues dans l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 03/08/2022 sont réalisées par la commune de Beinheim dans le cadre du projet des restauration écologique, totalement indépendant de l'exploitation de matériaux alluvionnaires. Elles ne sont aucunement liées à des mesures compensatoires en faveur des espèces protégées. L'exploitant n'étant pas à l'origine des opérations de remblais et ceux-ci étant réalisés en dehors du périmètre autorisé, la tenue de ce registre ne peut lui incomber. Cette responsabilité revient au maître d'oeuvre des opérations qui se trouve être la commune de Beinheim.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2009 annexe I, article 19
Thème : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : " Article 25.2 — Gestion du réseau de surveillance L'exploitant surveille et entretient les ouvrages de surveillance, de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par leur intermédiaire. (...) Article 25.3 — Programme de surveillance Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur " Pour chacun des 3 ouvrages piézométriques, l'exploitant fait analyser les paramètres suivants : température, pH, hydrocarbures totaux ; DCO, DBO de façon annuelle. "
Constats : L'exploitation dispose de trois piézomètres. Un amont et deux aval. Tel que prévu à l'article 14 de l'annexe I de l'APC du 03/11/2009, les trois piézomètres figurent bien sur le plan. L'exploitant présente les résultats des derniers prélèvements datés du 07/02/2023, les résultats ne montrent aucun dépassement des valeurs limites.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2009 annexe I, article 25
Thème : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : " Article 19.3. Eaux usées domestiques Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au code de la santé publique. "
Constats : Les eaux sanitaires usées générées sur la drague usine sont rejetées directement dans le plan d'eau, sans aucun traitement. Le rejet direct dans le plan d'eau constitue donc une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure - respect de prescription
Délai : 2 mois

N° 5 : Héronnière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2009 annexe I, article 1
Thème : Périmètre autorisé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : " En outre, les berges de la héronnière de BEINHEIM, en limite sud de périmètre, sont laissées en l'état. "
Constats : Aucun impact n'est constaté sur la héronnière ou ses berges lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet